



Bilan des réalisations 2008-2021

Allocution de monsieur Régis Labeaume
Maire de Québec

Chambre de commerce et d'industrie de Québec
9 septembre 2021
Version lue fait foi

Je vous propose un bilan 2008-2021 en six temps :

1. Parce que d'abord, il a fallu **fixer les objectifs**
2. Ensuite, **redresser la situation financière**
3. Puis, **créer un milieu de vie attrayant pour les citoyens**
4. Et **être une ville innovante et compétitive pour les entreprises**
5. Par la suite, il a été possible de **récolter les impacts économiques des actions mises sur pied**
6. Enfin, nous pouvons **dégager des perspectives**

Fixer les objectifs

En 2007, j'avais déterminé deux axes majeurs lors de la campagne électorale :

- Faire de Québec la ville la plus attrayante et performante au pays;
- Développer l'économie du savoir.

J'étais aussi animé par l'obsession de créer de la richesse.

Le témoignage d'entrepreneurs aidés par la Ville de Québec pour bâtir ou faire grandir leur entreprise en fait foi.

Écoutons-les.

Considérant que pendant 14 ans nous avons travaillé d'arrache-pied pour faire de Québec la ville la plus attrayante et performante au pays, ces entrepreneurs sont une source d'immense fierté!

Le bilan présenté aujourd'hui permet de constater qu'il ne s'agissait pas d'un banal énoncé d'intentions, mais plutôt des assises stratégiques qui ont fait en sorte que Québec est aujourd'hui une capitale innovante, prospère, en santé financière, agréable à vivre et reconnue mondialement.

Premiers constats à l'arrivée et décisions payantes

Pour atteindre nos objectifs, il a cependant fallu se doter d'une vision forte, oser entreprendre, changer les choses et retrousser nos manches!

Parce qu'une fois que j'ai eu revêtu l'habit de maire, j'ai vite compris que la réalité était beaucoup plus complexe et que les enjeux étaient multiples et beaucoup plus sophistiqués que je ne le croyais.

Mes premières observations m'ont permis de constater qu'il y avait :

- Des pressions financières importantes dues, entre autres, aux dépenses incompressibles (par exemple, les régimes de retraite);
- Un sous-investissement dans les infrastructures;
- Une dette élevée;
- Une fusion municipale qui n'était pas tout à fait complétée;
- Et une morosité paralysante, surtout sur le plan du développement économique.

Dans ce contexte, mes premières décisions payantes ont été :

- D'adopter et de respecter un cadre financier rigoureux;

- De contrôler les dépenses;
- De dégager une marge de manœuvre financière pour investir;
- De diminuer la dette;
- De créer un milieu de vie attrayant pour les citoyens et compétitif et innovant pour les entreprises.

Redresser la situation financière

La Ville est un acteur important du développement économique de la région.

La Ville, c'est :

- 5,4 % du PIB régional
- Plus de 7 000 employés
- Et 16,9 G\$ d'actifs

Gérer la Ville, c'est donc gérer une grosse entreprise!

On parle de :

- 2 390 km de routes
- 1 286 km de trottoirs
- 7 039 km de conduites d'aqueduc et d'égout
- 1 938 ouvrages d'art et structures (ponts, ponceaux, passerelles, murs, aires de stationnement, etc.)
- 1 306 ouvrages ponctuels (usines, réservoirs, chambres de vannes, poste de pompage, etc.)
- 1 007 bâtiments
- 1 709 véhicules roulants et récréatifs
- 380,5 km de réseau cyclable
- 503 parcs et espaces verts

Dépenses sous contrôle | Marge de manœuvre financière

En 2008, les pressions financières étaient importantes dues, entre autres, aux dépenses incompressibles, par exemple avec les régimes de retraite.

Il fallait donner un coup de barre.

La Ville a mis des efforts sur l'examen de nombreux postes de dépenses, ce qui a permis de réduire la croissance des dépenses :

- Le taux de croissance annuel composé des dépenses est passé de 6,2 % pour la période de 2008 à 2011 à 1,3 % pour la période de 2017 à 2020; ce qui se rapproche de l'inflation.
- Les efforts ont été mis afin de diminuer principalement la croissance de la masse salariale et du service de la dette.
- La proportion de la masse salariale dans les dépenses est passée de 40,3 % en 2008 à 37,6 % en 2020, soit une diminution de 7 %.
- Tandis que la proportion du service de la dette dans les dépenses est passée de 23,2 % à 19,4 %, soit une diminution de 16 %.

- De cette façon, on a pu dégager une marge de manœuvre pour l'investissement (avec le paiement comptant d'immobilisations et la réserve financière pour le paiement de la dette) et parvenir à combler le déficit d'entretien des infrastructures.
- En conséquence, les autres dépenses qui incluent le paiement comptant d'immobilisations sont passées de 36,5 % à 43,0 %, soit une augmentation de 18 %.

Dégager une marge de manœuvre financière | Contrôle de l'effectif

La Ville est parvenue à contrôler la croissance de sa masse salariale, entre autres en réduisant l'effectif.

Les plans de main-d'œuvre ont été respectés principalement par attrition.

La Ville s'est engagée dans la révision constante de ses besoins et de ses façons de faire afin d'être une organisation performante et efficiente, par exemple :

- Les 25 chantiers de réorganisation de l'administration municipale ont généré des économies cumulatives récurrentes de 181,4 M\$ dans le budget de fonctionnement de 2009 à 2013;
- Une réduction du nombre d'élus municipaux de 37 à 27 en 2009 et du nombre d'arrondissement de 8 à 6 et une deuxième réduction du nombre d'élus de 27 à 21 en 2013;
- Une réorganisation administrative ayant permis de générer plus de 20 M\$ d'économies depuis 2017 avec l'implantation de pratiques transversales et collaboratives, qui se traduisent par des gains pour les citoyens.
- Finalement, de 2008 à 2020, l'effectif a diminué de 5 %, malgré l'ajout de nouveaux services et de nouvelles responsabilités et l'augmentation de la population.

Dégager une marge de manœuvre financière | Contrôle des pressions dues aux régimes de retraite

La masse salariale a aussi été contrôlée grâce à la réforme des régimes de retraite.

Les engagements constituaient un mur infranchissable qui menaçait l'équilibre financier des villes. Il fallait revoir l'équilibre des contributions.

Après la crise financière de 2008, nous avons été les premiers au Québec à sonner l'alarme et à nous battre bec et ongles pour régler le dossier des régimes de retraite.

L'hémorragie a pu être contrôlée grâce à l'adoption de la Loi 15 qui vise la restructuration des régimes de retraite.

Un meilleur partage des coûts est désormais exigé.

De 2015 à 2020, les coûts des régimes de retraite ont diminué de 46,1 %.

Sans la Loi 15, la hausse des coûts des régimes de retraite aurait conduit, à lui seul, à une hausse moyenne de la facture de taxes de 1 %/année.

On estime que les économies sont de 10 M\$/année, soit 50 M\$ à ce jour.

Enfin, le solde de la mesure d'allègement qui nous avait été autorisé par le gouvernement après la crise de 2008 (le « couloir »), a été complètement remboursé en 2017, alors que la Ville avait jusqu'en 2022 pour le faire.

Dégager une marge de manœuvre financière | Hausse de la productivité

En plus de dégager une marge de manœuvre financière, la Ville a revu ses façons de faire qui ont apporté des gains de productivité importants.

En 2008, la Ville comptait un employé par tranche de 196 501 \$, alors qu'en 2020, elle compte un employé par tranche de 322 525 \$, soit une augmentation de la productivité de 64,1 %.

Dégager une marge de manœuvre financière | Pour investir sans s'endetter

La marge de manœuvre financière devait permettre d'investir sans s'endetter davantage.

Le plan d'investissement en infrastructures que nous avons lancé en 2008 afin de rattraper le sous-investissement et de développer les infrastructures urbaines et le plan de gestion de la dette adopté en 2009 ont eu des impacts considérables.

Depuis l'implantation du cadre financier en 2009, 931,2 M\$ ont été utilisés pour payer comptant des immobilisations et 305,4 M\$ ont contribué au paiement des refinancements de la dette pour un total de 1 236,6 M\$.

C'est comme ça que la Ville a pu dégager une marge de manœuvre financière pour investir sans s'endetter davantage.

Investissements : objectif atteint

En 2002, le vérificateur général avait sonné l'alarme :

- Le rattrapage à réaliser pour compenser la désuétude accumulée s'élevait à 632 M\$;
- Le sous-investissement annuel pour assurer la pérennité des infrastructures se chiffrait à 79 M\$;
- Et le Service de l'ingénierie estimait à l'époque la valeur du renouvellement annuel nécessaire pour maintenir les actifs dans un état acceptable à 93 M\$.

En 2005, alors qu'il effectuait un suivi de ses recommandations antérieures, le vérificateur dénotait que le sous-investissement demeurait élevé et avisait qu'un sous-investissement annuel chronique risquerait d'accroître sans cesse les coûts de rattrapage.

En 2008, nous avons doté la Ville d'un plan d'investissement en infrastructures.

Un grand chantier de rénovation et de développement des infrastructures urbaines a été mis de l'avant.

Le plan prévoyait des investissements de 7 G\$ sur 15 ans, soit jusqu'en 2022.

Aujourd'hui, la Ville est en voie de dépasser cet objectif avec près de 8 G\$ d'investissements de 2008 à 2022.

Le rattrapage du déficit d'entretien est sur la bonne voie et de grands projets ont vu le jour, et ce, sans augmenter la dette et en profitant également des programmes de subventions mis en place par les gouvernements supérieurs.

Infrastructures améliorées

La Ville a développé une méthode d'évaluation novatrice de l'état de ses infrastructures.

Il en ressort que :

- Seulement dans les routes et les réseaux d'aqueduc et d'égouts, plus de 1,9 G\$ ont été investis depuis 2008 pour rattraper le retard dans les investissements dans les infrastructures signalé par le vérificateur général en 2002 et 2005.
- Le résultat de ces investissements massifs est que 92 % des infrastructures de la Ville sont en bon état (selon bilan présenté à l'automne 2019).
- Depuis 2008, c'est 1 237 km de route et 663 km de réseaux d'aqueduc et d'égouts qui ont subi une cure de rajeunissement!

L'économie d'eau potable à la Ville de Québec

Depuis plusieurs années, la Ville travaille fort pour l'économie de l'eau potable.

Par exemple, plusieurs actions ont été entreprises :

- La recherche de fuites, les compteurs d'eau dans le secteur institutionnel, commercial, et industriel, l'équipe tactique d'intervention, les activités de sensibilisation, le rinçage unidirectionnel, les investissements ciblés dans les infrastructures d'eau, etc.

Les efforts soutenus ont donné de bons résultats :

- Malgré une augmentation de la population de 10,2 %, la consommation mesurée a diminué de 16 %.
- La consommation par personne est passée de 522 à 397 l/pers/jour.
- Ce qui représente une économie de plus de 21 350 000 m³/an.
- C'est d'autant plus nécessaire considérant les changements climatiques que nous vivons actuellement qui vont exiger de poursuivre dans cette voie.

Perspectives d'investissements prometteuses

La Ville prévoit investir près de 6 G\$ dans ses infrastructures de 2021 à 2025, et ce, sans augmenter la dette.

C'est un rehaussement d'envergure des investissements qui atteindront leurs niveaux les plus importants depuis la création de la Ville.

L'engagement des partenaires financiers de la Ville aide aussi à rendre possible la réalisation d'un maximum de projets prioritaires à un coût moindre pour la Ville.

Seulement 28 % des investissements des cinq prochaines années seront financés par emprunts.

Ce sont des investissements importants qui s'inscrivent en continuité avec les actions entreprises au cours des dernières années.

La mise à niveau des infrastructures et l'amélioration de la qualité des services rendus aux citoyens vont permettre de transférer aux générations futures des équipements municipaux de valeur.

Perspectives de croissance des investissements supérieures avec l'arrivée du tramway

Avec le tramway, Québec a débuté la mise en œuvre du plus important projet de son histoire.

Un projet du 21^e siècle qui positionnera Québec comme l'une des villes les plus attrayantes au pays.

L'arrivée du tramway est un levier important pour la réalisation de projets dans son aire d'influence :

Près de 4,2 G\$ d'investissements privés sont en planification :

- Plus de 15 000 nouveaux logements sont prévus, incluant des logements sociaux puisque nous souhaitons favoriser leur réalisation dans un rayon de 800 m du réseau;
- Plus 60 000 m² de superficie de bureaux et près de 82 000 m² de superficie commerciale sont anticipés.

Dette en baisse depuis 5 ans

La Politique de gestion de la dette a été adoptée en 2009.

Elle encadre les opérations de financement tout en respectant la capacité d'endettement de la Ville.

En 2011, la Ville a amélioré sa stratégie financière avec l'obtention de sa 1^{re} notation de crédit de la firme Moody's.

La cote de crédit de haute qualité de la Ville est maintenue à Aa2 depuis 2011. Il s'agit de la même cote que celle attribuée au gouvernement du Québec.

Près de 17 M\$ d'intérêts ont ainsi été économisés depuis 2011.

Dans son opinion de crédit publiée en 2020, Moody's soulignait l'application des politiques rigoureuses en matière de gestion de la dette.

L'un des principaux objectifs de plan de gestion de la dette visait sa diminution à compter de 2016.

En conformité avec l'évolution prévue au cadre financier, la dette nette est en baisse depuis 2016 pour un montant total de 106,8 M\$.

Avec des investissements de 5,2 G\$ de 2008 à 2020 (excluant le RTC), la dette nette de la Ville n'a augmenté que de 423,1 M\$.

Plus bas niveau de dette jamais atteint en % du PIB

Encore une fois, on constate que les mesures de réduction de la dette portent leurs fruits.

À 3,4 % en 2019, la Ville a atteint son plus bas niveau de dette/PIB depuis 2008, tout en investissant de façon importante.

La hausse temporaire du ratio de 2020 provient du recul du PIB en raison de la pandémie de COVID-19.

Position d'endettement enviable par rapport aux 10 grandes villes québécoises

L'endettement relatif de la Ville s'améliore.

Parmi les 10 villes de comparaison, Québec est passée de la 3^e ville la plus endettée en 2008 à la 3^e ville la moins endettée en 2020, soit :

- Une diminution de 40 % de son endettement net à long terme/100 \$ de richesse foncière uniformisée.

L'endettement de la Ville fait peser un poids de moins en moins important sur l'économie locale, tout en investissant de façon importante.

Objectifs atteints | Respect du cadre financier

Les dépenses et les investissements ont augmenté, mais nous avons choisi de le faire intelligemment sans alourdir le fardeau pour les citoyens.

En 2007, la Ville n'avait pas de politique financière claire et définie, ce qui avait été dénoncé par le vérificateur général.

Les politiques financières ont été adoptées en 2009, puis révisées en 2011 et elles permettent depuis ce temps une saine gestion des finances municipales.

Le cadre financier, qui est composé des principales balises qui se retrouvent dans les politiques financières, est suivi à la lettre.

Aujourd'hui l'ensemble des balises sont respectées :

- En 2007, il y avait très peu de réserves de fonds.
- Aujourd'hui, avec près de 49 M\$, la Ville peut faire face aux imprévus.
- Aussi, le plan de gestion de la dette a permis de ramener la dette à un niveau acceptable.
- Enfin, le paiement comptant d'immobilisations qui était à 2 M\$ en 2007 augmente de 15 M\$ chaque année et atteint 156,2 M\$ en 2021.
- Combiné à la réserve financière pour le paiement de la dette, nous avons maintenant une marge de manœuvre pour investir sans augmenter la dette.

Objectifs atteints | Position enviable dans l'utilisation du budget

En se comparant aux grandes villes de la province, on est à même de constater que Québec dépense moins que les autres villes en matière d'administration générale, mais consacre davantage de ressources qu'ailleurs dans les investissements en immobilisations, ceci dans le respect de sa vision et de ses priorités.

Selon les données du MAMH, parmi les cinq grandes villes du Québec :

- La part des dépenses en administration de Québec est la plus petite;
- Et la part des dépenses en amortissement pour les immobilisations est la plus élevée.

Opinion de crédit de la Ville par Moody's

Maintien de la notation de crédit à Aa2 depuis 2011.

Dans la mise à jour de l'analyse de crédit de la Ville du 27 août dernier, Moody's mentionnait d'ailleurs que la Ville a un cadre opérationnel favorisant la capacité de générer de bons résultats de fonctionnement à moyen terme.

À cet égard, Moody's spécifie que :

Malgré la trajectoire incertaine de la pandémie de coronavirus, nous nous attendons à ce que la Ville de Québec continue d'afficher de solides excédents de fonctionnement au cours des trois à quatre prochaines années, car elle dispose de suffisamment de ressources et de souplesse pour atténuer toute pression en cours. Ce point de vue tient compte de l'excellente gouvernance et de la solide équipe de direction de la ville, deux facteurs qui garantissent que l'augmentation des dépenses est justifiée par l'augmentation des revenus, même pour les années où les taxes foncières demeurent inchangées, ce qui est le cas pour 2021.

Nous pouvons donc affirmer que nous avons une performance financière inégalée!

Créer un milieu de vie attrayant pour les citoyens

Hausses de taxes limitées à l'inflation

Concevoir un milieu de vie attrayant pour les citoyens, c'est d'abord leur offrir les services auxquels ils ont droit tout en respectant leur capacité de payer.

Pour ce qui de l'augmentation de la facture de taxes résidentielles, la Ville est dans une position enviable par rapport aux autres grandes villes québécoises.

Les taxes ont augmenté moins vite à Québec que pour la moyenne des grandes villes.

De 2008 à 2021, la hausse cumulative des taxes résidentielles de Québec a été de 18,6 % par rapport à 32,9 % en moyenne pour les autres grandes villes :

- C'est un écart de 76,9 %;
- Sous la hausse de l'inflation.

Québec est abordable | Prix moyen de revente des maisons unifamiliales

Malgré les hausses de prix dans les dernières années, et particulièrement en 2020, le marché de Québec est le moins élevé des grandes villes canadiennes.

Québec est abordable.

Québec est abordable | Revenus de taxes pour une résidence unifamiliale moyenne incluant condo

La progression des revenus de taxes pour une résidence unifamiliale moyenne (incluant condo) de Québec se compare avantageusement aux autres grandes villes du Québec.

Sur la base des données du MAMH, en comparant par exemple Québec à Montréal, on constate que :

- Les revenus de taxes pour une maison unifamiliale moyenne à Québec ont augmenté de 18 % en 10 ans.

- En comparaison, la hausse des revenus de taxes à Montréal a été de 23,5 % pour la même période.
- En 2010, les revenus de taxes de la maison unifamiliale moyenne coûtaient 20 \$ de plus à Québec qu'à Montréal.
- En 2020, pour la maison unifamiliale moyenne, les revenus de taxes sont maintenant inférieurs à Québec par rapport à Montréal, soit 125 \$ de moins.

Québec est plus prospère | Revenu disponible par habitant

Québec se compare aussi avantageusement aux autres grandes villes du Québec, et particulièrement à Montréal, pour ce qui est de la progression du revenu disponible par habitant.

En 10 ans, le revenu disponible par habitant de Québec a augmenté de 28,8 % pour atteindre 32 248 \$ en 2019.

En comparaison, le revenu disponible par habitant à Montréal a augmenté de 28,3 % pour atteindre 31 290 \$ en 2019.

Le revenu disponible par habitant demeure plus élevé aujourd'hui à Québec qu'à Montréal avec 958 \$ de plus.

Une économie dynamique | Vers une année record pour la valeur des permis

La vigueur économique de Québec se traduit dans le marché immobilier qui est en effervescence à Québec.

On le constate entre autres avec les fortes hausses des permis de construction délivrés.

Plus de 15,4 G\$ de permis ont été délivrés en 14 ans.

C'est une valeur annuelle moyenne des permis délivrés de 1,14 G\$.

On pense d'ailleurs que 2021 sera une année record avec déjà enregistré en 7 mois :

- 800 M\$ en permis résidentiels;
- 344 M\$ en permis non résidentiels.

Un marché résidentiel dynamique et abordable

Ces investissements résidentiels de plus de 8,3 G\$ en 14 ans ont conduit à :

- La construction de plus de 46 000 unités résidentielles, dont :
 - Plus de 36 000 logements locatifs et condos
 - Près de 10 000 maisons unifamiliales et duplex
- Ce qui représente un renouvellement de plus de 15 % des résidences de Québec

Il en résulte une pression moins forte qu'ailleurs sur le marché résidentiel :

- Le taux d'inoccupation des logements à Québec est autour de l'équilibre de 3 % en 2020
- Les prix résidentiels à Québec sont les plus bas des grandes villes canadiennes

La Ville en action pour le logement social et abordable

À Québec, 51 000 ménages (1 ménage sur 5) dépensent plus de 30 % de son revenu pour se loger.

Parmi ceux-ci, près de 21 000 ménages ne sont pas en mesure de se payer un logement de taille et de qualité convenable.

Actuellement, plus de 2 000 ménages sont en attente d'un logement subventionné, faute d'unité disponible.

Comme ces logements sont rendus disponibles par le gouvernement, la Ville souhaite obtenir rapidement d'autres unités pour démarrer de nouveaux projets AccèsLogis.

À ce jour, près de 4 150 logements abordables ont été livrés (ou sont en construction) au cours de la période 2008-2022, ce qui représente des investissements de plus de 700 M\$.

La Ville a aussi adopté son plan d'action 2020-2025 de la Vision de l'habitation qui prévoit la création de 2 600 nouveaux logements sociaux et abordables.

Pour accélérer la création de logements sociaux dans des endroits stratégiques, nous avons aussi créé un fonds de 15 M\$ pour soutenir l'acquisition de terrains.

L'année 2021 sera la plus dynamique en matière de démarrage de projets de logements sociaux avec 511 unités.

Des investissements industriels, commerciaux et institutionnels de plus de 7 G\$ depuis 2008, incluant les efforts de la Ville

Au chapitre des investissements non résidentiels, ceux-ci ont atteint plus de 7 G\$ depuis 2008.

Les investissements de la Ville elle-même ont été importants. Je pense entre autres :

- Au Centre Vidéotron pour lequel 370 M\$ ont été investis + 10 M\$ pour la place Jean-Béliveau
- Au Centre de glaces Intact Assurance qui a requis 68 M\$
- 55 M\$ à l'incinérateur de Québec
- 46 M\$ au Centre sportif Marc-Simoneau
- 25 M\$ au YMCA Saint-Roch
- 22 M\$ au Grand Marché

Il y a aussi de nombreux autres projets qui sont en cours. Entre autres :

- Le tramway de Québec (3,3 G\$)
- Le centre de biométhanisation (135 M\$)
- La centrale de police (99 M\$)
- La bibliothèque Gabrielle-Roy (43 M\$)
- La reconversion du Colisée pour les sports émergents (35 à 40 M\$)

Québec, ville sécuritaire

La sécurité des personnes et des biens est un atout majeur pour le développement de notre société.

En cette matière rien n'est jamais acquis.

Malgré des événements malheureux, comme la mosquée et le 31 octobre, la ville s'en sort bien.

Avec un taux de criminalité de 2 832 crimes par 100 000 habitants, la région métropolitaine de recensement de Québec figure parmi les plus sécuritaires au Canada.

Il y a 19,2 % moins de crimes aujourd'hui qu'il y en avait il y a dix ans.

La ville affiche donc un très bon bilan sur le plan sécuritaire.

Sondage de satisfaction des citoyens à l'égard des services collectifs

La Ville effectue régulièrement des sondages auprès des citoyens pour évaluer leur satisfaction pour les services qu'ils reçoivent.

Au dernier sondage, la satisfaction générale des citoyens de Québec pour la qualité des services offerts par leur Ville se maintient à 89 %, c'est un niveau stable depuis trois trimestres.

Les services de collecte des ordures et du recyclage, le service incendies, le service de police, l'aménagement des parcs, les bibliothèques et le sentiment de sécurité à Québec affichent tous une satisfaction citoyenne au-dessus de la norme Léger.

Pour expliquer leur satisfaction, les citoyens continuent d'évoquer la qualité générale et la variété des services offerts, mais ce printemps c'est aussi la propreté et le bon entretien de la ville qui ont eu la cote.

Les services saisonniers, comme les patinoires extérieures, le délai d'enlèvement de la neige, le déneigement des rues, trottoirs et accès aux abribus ont été particulièrement appréciés cet hiver, tandis que le nettoyage des rues, trottoirs, et pistes cyclables, a obtenu une note de satisfaction plus élevée ce printemps.

Pour les nids de poule, on s'est amélioré même si on reste avec une perception plus négative.

Qualité de vie de Québec reconnue mondialement

Québec, c'est une capitale dynamique et prospère.

C'est une ville attrayante, qui offre à la fois quiétude, animation et de nombreux services municipaux.

Une qualité de vie qualifiée de meilleure en Amérique du Nord.

Québec s'est d'ailleurs distingué sur plusieurs palmarès :

- 2^e rang des meilleures villes pour les familles en 2020 - *Most family-friendly places - Movinga*
- 3^e rang des villes les plus sécuritaires au monde en 2019 – *World's safest cities ranking - CEOWORLD Magazine*
- Certification platine de la *World Council City Data (WCCD)* pour la norme ISO 37120 en 2018, la seule certification internationale sur le développement durable et la qualité de vie des municipalités
- Meilleure ville pour les millénariaux canadiens en 2018 - *Point2 Homes*
- 2^e rang au Canada (5^e en Amérique) au *Top 10 Mid-Sized American Cities of the Future 2017-2018 – fDi Intelligence*

- 3^e rang au Canada (4^e en Amérique) au *Top 10 Mid-Sized American Cities of the Future 2017-2018 - FDI Strategy – fDi Intelligence*

Être une ville innovante et compétitive pour les entreprises

Une croissance économique enviable | PIB

Le fait que notre économie soit forte et qu'elle ait pu se diversifier est un atout.

D'où l'importance de soutenir nos entreprises innovantes et nos commerçants locaux à court, moyen et long terme, en pandémie et hors pandémie, par toutes sortes d'actions et d'événements qui apportent leurs lots de clientèles.

Depuis 2008, Québec a connu 12 ans de croissance continue.

Aussi, la RMR de Québec a été la seule région en importance au Canada à connaître une croissance continue pendant 23 ans

La croissance annuelle moyenne du PIB réel a été de 1,8 % entre 2008 et 2019.

En 2021, Québec devrait déjà retrouver le niveau d'activité qui prévalait avant la pandémie.

Une croissance économique enviable | Taux chômage

Une autre donnée très parlante, c'est le taux de chômage.

En juillet dernier, Québec avait déjà retrouvé son titre de ville avec le plus bas taux de chômage au Canada.

À 11 reprises en 14 ans, la RMR de Québec a affiché le plus faible taux de chômage moyen annuel des principales régions du Canada.

Cette performance n'est pas automatique.

Il faut poser les bons gestes pour demeurer attractif pour les entreprises.

Hausse de taxes non résidentielles inférieure à la création de richesse

Concevoir un milieu de vie attrayant pour les entreprises, c'est d'abord leur fournir un milieu qui leur permet d'offrir leurs produits ou leurs services.

Au surplus, ce milieu est favorable à l'innovation et au développement, le tout au juste prix.

Pour ce qui de l'augmentation de la facture de taxes, la Ville est dans une position enviable par rapport aux autres grandes villes québécoises.

La hausse des taxes non résidentielles à Québec a été inférieure à l'augmentation de la création de richesse (PIB).

De 2008 à 2021, la hausse cumulative des taxes non résidentielles de Québec a été de 30,4 % par rapport à 33,2 % en moyenne pour les autres grandes villes :

- C'est un écart favorable de 9,2 %
- Et sous la hausse du PIB.

Compétitivité de la ville de Québec sur le plan des coûts d'exploitation sensibles à la localisation des entreprises

On a souvent entendu toutes sortes d'histoire sur le coût de faire des affaires à Québec et aussi sur le niveau de taxation foncière de Québec.

Nous avons voulu en avoir le cœur net et c'est pourquoi nous avons mandaté une firme externe indépendante, KPMG, afin de réaliser une étude comparative des coûts qui sont sensibles à la localisation des entreprises à travers le Canada.

Les coûts sensibles à la localisation sont :

- Les charges fiscales, soit les charges qui sont liées à la main-d'œuvre, à l'impôt foncier et à l'impôt sur le revenu
- Les coûts de main-d'œuvre
- Les coûts de transport
- Les coûts en énergie
- Les coûts liés aux installations

Globalement, il en ressort que Québec se positionne très bien par rapport à la moyenne des 15 villes canadiennes étudiées.

Pour ce qui est des coûts d'exploitation sensibles à la localisation, la Ville de Québec se situe :

- Au 1^{er} rang sur 5 villes du Québec;
- Au 4^e rang sur 15 villes canadiennes.

Coûts d'exploitation sensibles à la localisation par profil d'entreprises

La Ville est plus compétitive que la moyenne des villes québécoises et canadiennes en termes de coûts d'exploitation sensibles à la localisation pour l'ensemble des profils d'entreprises sauf pour les Centres de distribution compte tenu des coûts de transport.

Poids de l'impôt foncier dans l'ensemble des coûts sensibles à la localisation

Dans son choix de localisation, une entreprise va généralement analyser un ensemble de coûts :

- Les principaux coûts d'exploitation comme les coûts de main-d'œuvre, les coûts liés aux installations et au transport et la facture d'énergie;
- Il y a aussi, les charges fiscales liées à la main-d'œuvre, aux impôts fonciers, aux impôts sur le revenu et aux taxes sur le carburant et les immatriculations.

L'impôt foncier représente donc seulement une partie de ces coûts qui varient de 1,4 % à 10,3 % des coûts dépendamment du profil d'entreprise pour l'ensemble des 15 villes étudiées.

Charges liées à l'impôt foncier pour le commerce de détail

Nous pouvons prendre quelques minutes pour regarder plus spécifiquement la place de l'impôt foncier à Québec dans différents secteurs d'activité.

Pour le commerce de détail, le commerce local, la Ville arrive au 8^e rang sur 15 à 8,74 \$/pi², soit :

- En dessous de la moyenne

- En meilleure position que Montréal et Ottawa
- Et comparable à Longueuil et à Laval

Charges liées à l'impôt foncier pour la restauration

Pour la restauration, un restaurant familial, la Ville demeure au 8^e rang sur 15 à 6,96 \$/pi², soit :

- Toujours en dessous de la moyenne
- En meilleure position que Montréal et Ottawa
- Et comparable à Laval et Longueuil

Charges liées à l'impôt foncier pour les établissements d'hébergement

Pour l'établissement d'hébergement, un hôtel boutique, la Ville est au 12^e rang sur 15 à 7,17 \$/pi², soit :

- Au-dessus de la moyenne
- En meilleure position que Montréal et Toronto
- Comparable à Longueuil et Laval

Il ne faut oublier que ce secteur d'activité bénéficie de l'attrait qu'est la ville de Québec.

Sur le plan touristique, les compétiteurs ne sont pas les mêmes : c'est Toronto et Montréal.

Le bassin de clientèle possible n'est pas le même à Québec qu'à Saskatoon.

Récolter les impacts économiques des actions mises sur pied

Québec, c'est une ville innovante.

J'ai toujours cru en l'innovation et j'ai toujours encouragé les actions en ce sens.

C'est pourquoi, avec les partenaires du milieu, un environnement d'affaires propice à l'entrepreneuriat et des mesures d'accompagnement et de soutien ont été créés.

Québec compte maintenant plus de 10 incubateurs et accélérateurs qui accompagnent les entrepreneurs et les jeunes pousses dans la concrétisation de leurs projets.

Québec, une ville à rayonnement international

Québec est maintenant reconnue nationalement et internationalement comme étant une destination incontournable.

Au fil des ans, la ville de Québec s'est démarquée dans les plus prestigieux palmarès internationaux.

S'ajoutent à ça plusieurs distinctions individuelles d'événements ou d'hôtels par exemple.

En tourisme uniquement, une soixantaine de distinctions ont été reçues depuis 2008, dont :

- 5 ans consécutifs comme Meilleure destination au Canada – *World's Best Awards – Travel + Leisure (depuis la création de cette catégorie en 2016, Québec en a toujours occupé le premier rang)*

- Top 10 des lieux à visiter en hiver au monde – *National Geographic – Best Winter Trips 2017*
- Ville de rêves pour les Fêtes en Amérique du Nord – *USA Today 10BEST – Reader’s Choice (2016)*
- Monastère des Augustines : Meilleure expérience touristique de ressourcement au monde - *National Geographic Traveler (2016)*
- Près d’une dizaine de prix comme meilleure destination de croisière au Canada et aux États-Unis

On ne fait pas d’omelettes sans casser des œufs

Enfin, avant qu’on me le rappelle, j’admets qu’en 14 ans à la tête d’une ville aussi importante que Québec, il y a eu aussi quelques projets moins réussis. On se rappelle tous :

- Clotaire Rapaille
- Le Carrousel
- Le Forum universel des cultures
- Le coffre-fort virtuel
- Le SRB
- Le miroir d’eau
- Les bornes de paiement à ExpoCité

Dans un monde idéal, il n’y aurait pas d’échec dans une administration publique.

Mais Québec ne serait pas ce qu’elle est aujourd’hui si nous n’avions jamais pris de risque.

Il a fallu oser, être ambitieux et audacieux!

Dégager des perspectives

Ce que nous pouvons souhaiter de mieux aux citoyens de Québec et à la prochaine administration municipale pour l’avenir, c’est :

Le maintien d’un cadre financier rigoureux :

- Depuis un peu plus de 10 ans déjà, nous avons entamé sa mise en œuvre qui était ambitieuse, mais nécessaire.
- C’est lui qui nous donne aujourd’hui la flexibilité nécessaire pour passer à travers la crise sanitaire sans contrecoups majeurs pour nos citoyens.
- C’est aussi lui qui permettra de léguer une Ville en santé de manière pérenne aux générations futures.

Une taxation à l’inflation :

- Le modèle, maintenant établi à la fois pour le résidentiel et le non résidentiel, est basé sur l’inflation réelle et il est précis et prévisible.
- Plus de 78 % des revenus de la Ville sont issus de la taxation et des compensations tenant lieu de taxes.

- Il faut un sain équilibre entre la capacité de payer des citoyens et la nécessité d’offrir des services de plus en plus nombreux et de qualité.

Les investissements nécessaires pour assurer la pérennité des actifs :

- Nous avons une excellente connaissance de l’état de nos infrastructures et il faut continuer d’investir pour ne pas se retrouver à nouveau avec des déficits d’entretien majeurs.
- Les municipalités construisent et entretiennent 60 % de toutes les infrastructures publiques, il est évident que les gouvernements supérieurs devront être présents pour contribuer à cette pérennité.

Protéger nos sources d’eau :

- On se souvient tous de Flint et de Walkerton, il n’y a aucun compromis à faire sur la protection de l’eau potable.
- Nous sommes chanceux au Québec, nous avons de l’abondance en matière d’eau potable par rapport à la majorité des régions du monde.
- L’équilibre est toutefois fort fragile.

Faire en sorte que tous les nouveaux projets de la Ville soient évalués en fonction de leur impact sur les objectifs de développement durable :

- La Ville s’est engagée dans une démarche stratégique pour endosser davantage les principes de développement durable dans ses actions et ses projets.
- C’est l’approche la plus prometteuse, la plus structurante, la plus juste, pour faire face aux nombreux défis de notre temps, notamment ceux liés aux changements climatiques.

Attirer la main-d’œuvre :

- Il ne faut pas nier les enjeux de rareté de main-d’œuvre.
- La Ville fait déjà beaucoup dans le domaine.
- Nous avons d’ailleurs mandaté l’organisme Québec International pour aider les entreprises d’ici à recruter la main-d’œuvre dont elles ont besoin partout dans le monde.

Appuyer l’innovation et l’économie du savoir :

- 3 % du PIB régional est investi en R et D.
- Avec 400 laboratoires et centres de recherche, ainsi que 5 000 chercheurs, Québec occupe une place stratégique pour le développement de l’économie du savoir.
- Il faut continuer d’appuyer la recherche et l’innovation, c’est ce qui permet de diversifier notre économie et cela contribue en plus à soutenir des milliers d’emplois de qualité.

Avoir une cohésion sociale :

- La pandémie a exacerbé et mis en lumière les nombreuses iniquités sociales qui subsistent dans notre société.
- Pour créer une société prospère, pour maintenir et développer la cohésion sociale et pour lutter contre toute forme de discrimination et d’inégalités, la Ville a

- mis en place une stratégie de diversité, d'équité et d'inclusion établie sous le principe du droit à l'épanouissement personnel et professionnel pour tous.
- Continuons d'appuyer les ressources qui viennent en aide aux plus vulnérables et aussi d'être attentifs aux besoins de nos pairs.

Histoires à succès

Des histoires de succès à Québec, il y en a beaucoup et j'aimerais en partager encore quelques-unes avec vous.

Écoutons-les.

En conclusion

Dans l'ensemble, nous pouvons être très fiers de ce que nous avons accompli collectivement dans les 14 dernières années.

Merci